

# RESTRUCTURATION D'UN PLANCHER INTERMEDIAIRE ET RENOVATION D'UN APPARTEMENT

133, LE GRAND CHEMIN  
33550 HAUX

## CCTP - LOT N°00 NOTICE COMMUNE

Maitre d'ouvrage

**Commune de Haux**

1 Route Départementale 239 Nord  
33550 HAUX  
Tel: 05 56 23 05 22  
Mail: [contact.mairie@haux33.fr](mailto:contact.mairie@haux33.fr)

Maitrise d'œuvre

**[ Aspaï ] architectes**

90 bis rue Maurice  
33300 Bordeaux  
Tel: 06 70 81 68 30  
Mail: [contact@aspai-architectes.com](mailto:contact@aspai-architectes.com)

**CCTP - LOT n°00 NOTICE COMMUNE.....1**

**1. DÉFINITIONS DE L'OPÉRATION.....3**

A. Définition du programme .....3

B. Nomenclature des lots .....3

C. Liste des plans .....3

D. Pièces annexes .....3

E. Intervenants .....3

**2. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES.....4**

A. Prescriptions de références .....4

B. Obligations générales des entreprises .....4

    I. Type de marché .....4

    II. Réglementation générale .....4

    III.Exigences fondamentales .....5

    IV.Etudes acoustiques .....5

C. Pièces à produire .....6

D. Dossier des Ouvrages Exécutés .....6

E. Echantillons et prototypes .....7

F. Contenu des prix .....7

G. Connaissance des lieux .....7

H. Obligations de résultats .....8

I. Organisation Sécurité Protection de la Santé.....8

J. Traits de niveau.....8

K. Assurances.....8

L. Réunion de chantier .....8

M. Dossier témoin .....9

N. Nettoyage – Gestion des déchets de chantier.....9

O. Gestion du chantier .....10

P. Compte Prorata .....10

Q. Autorisations diverses.....10

R. Approvisionnement des matériaux.....10

S. Note importante.....11

# 1. DÉFINITIONS DE L'OPÉRATION

## A. Définition du programme

Le présent programme concerne le projet de RESTRUCTURATION D'UN PLANCHER INTERMEDIAIRE (FERME) et LA RÉNOVATION D'UN APPARTEMENT (OPTIONNEL) pour le compte de la commune de HAUX

L'établissement est un ERP de type N à RDC et un appartement de fonction au R+1.

L'effectif de l'établissement le classe en 5ème Catégorie.

## B. Nomenclature des lots

Les travaux faisant l'objet du présent C.C.T.P. sont subdivisés suivant les lots suivants :

- Lot 01 - DEMOLITION
- Lot 02 - GROS-ŒUVRE - VRD
- Lot 03 - CHARPENTE COUVERTURE
- Lot 04 - MENUISERIES EXTERIEURES
- Lot 05 - PLATRERIE - ISOLATION
- Lot 06 - COURANT FORT / COURANT FAIBLE
- Lot 07 - PLOMBERIE - CHAUFFAGE - VENTILATION - CLIMATISATION
- Lot 08 - PARQUET
- Lot 09 - CARRELAGE
- Lot 10 - MENUISERIE INTERIEURE
- Lot 11 - PEINTURE

## C. Liste des plans

Suivant sommaire plans PRO ind.A,

## D. Pièces annexes

DIAGNOSTIC STRUCTURE - Dias Plancher - ARTELIS INGENIEUR

## E. Intervenants

Maîtrise d'ouvrage:

COMMUNE DE HAUX  
1 route Départementale 239 Nord  
33550 Haux

Maîtrise d'œuvre :

[ ASPAÏ ] ARCHITECTES  
90 rue Maurice , 33 300 Bordeaux  
06 70 81 68 30  
contact@aspai-architectes.com

BET structure:

ARTEMIS INGENIEUR  
32 rue Permentade, 33000 Bordeaux

Tél : 06 01 81 80 63  
Email : [s.reina@artemis-ingenieur.fr](mailto:s.reina@artemis-ingenieur.fr)

## 2. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES

### A. Prescriptions de références

Les travaux seront réalisés conformément aux prescriptions des documents et spécifications techniques existants à la date d'exécution des ouvrages.

#### Pour l'ensemble des marchés

L'entrepreneur devra pour la mise en œuvre, qu'elle soit courante ou non courante, traditionnelle ou non traditionnelle, se référer aux textes techniques de références, notamment :

- les DTU et NF-DTU ;
- les normes ;
- les Eurocodes ;
- les documents généraux d'avis techniques, CPT et avis techniques ;
- les cahiers du CSTB ;
- les guides techniques, guides d'Agrément Technique Européen ;
- les fiches d'application et solutions techniques ;
- les règles et recommandations professionnelles acceptées par la C2P ;
- les recommandations professionnelles RAGE et les guides RAGE/PACTE .

Cette liste n'est pas limitative, l'entreprise doit impérativement exécuter ses travaux et prestations conformément aux Règles de l'Art et aux Prescriptions techniques et réglementaires existant en la matière.

Également, il est de convention expresse, que chaque entreprise est censée avoir parfaite connaissance des C.C.T.P. de tous les lots, afin de mieux apprécier, le cas échéant, la consistance de ses propres travaux.

#### Pour chaque lot particulier

Les prescriptions relatives à chaque lot seront définies, pour chacun d'eux, au titre Prescriptions Particulières d'Exécution.

#### Réglementation thermique - Performances Énergétiques

La présente opération est soumise à la Réglementation Thermique RT 2012.

### B. Obligations générales des entreprises

#### I. Type de marché

Le présent marché est un marché de public : Procédure simplifiée

#### II. Réglementation générale

Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront répondre à toutes les clauses, conditions et prescriptions des documents techniques et des documents réglementaires qui leur sont applicables, dont notamment tous les documents suivants, sans que cette énumération ne soit exhaustive :

- le Code civil ;
- le Code de la construction et de l'habitation ;
- le Code général des collectivités territoriales ;
- le Code des communes ;

**RESTRUCTURATION D'UN PLANCHER INTERMEDIAIRE**

133 Le Grand Chemin

33550 Haux

- le Code de la santé publique
- le Code de l'environnement ;
- le Code de l'urbanisme ;
- le Code rural ;
- le Code du travail ;
- tous les autres codes applicables ;
- le Règlement sanitaire national et/ou départemental ;
- la Réglementation sécurité incendie ;
- les textes concernant les déchets de chantier et les bruits de chantier ;
- les textes concernant le respect de l'environnement pendant les travaux ;
- les textes concernant les conséquences sur l'environnement des travaux du présent marché ; etc .

**III.Exigences fondamentales**

L'entrepreneur devra respecter l'ensemble des exigences réglementaires ou fondamentales qui s'appliquent aux projets de construction, notamment :

- la sécurité incendie ;
- l'accessibilité handicapée ;
- la prévention des risques naturels et technologiques (sismiques, inondations, etc) ;
- la protection contre le bruit ;
- la santé des occupants et la protection de l'environnement (amiante, plomb, radon, etc) ;
- la performance énergétique et la réglementation thermique ;
- l'éco-construction et la qualité environnementale du bâtiment .

L'entrepreneur devra dans tous les cas respecter la réglementation concernant :

- la réaction au feu des matériaux et produits devant être mis en œuvre ;
- le comportement au feu des ouvrages en place .

Les étiquetages d'identification des matériaux et matériels devront toujours comporter l'indication de leur réaction au feu, attestée par un procès-verbal de classement. Les réactions au feu des matériaux et matériels devront toujours répondre aux exigences de la réglementation de sécurité contre l'incendie selon le type de locaux concernés.

Le maître d'œuvre a tenu compte de ces exigences dans les documents particuliers du marché .

Il incombera à l'entrepreneur de vérifier que les matériaux qu'il envisage de mettre en œuvre répondent bien aux exigences de la réglementation sécurité contre l'incendie du bâtiment et du local concerné .

En tout état de cause, il incombe à l'entrepreneur et à son fournisseur d'apporter la preuve du classement au feu des matériaux et matériels concernés. L'entrepreneur devra remettre le procès-verbal de classement délivré par un laboratoire agréé par le ministère de l'Intérieur. Ce document indique le classement attribué.

**IV.Etudes acoustiques**

Chaque entreprise doit, pour ce qui concerne les ouvrages de son lot, respecter les exigences acoustiques réglementaires :

- niveau de bruit d'émission des équipements techniques,
- niveau d'isolation acoustique des cloisons, gaines et portes, sols, baffles, etc ...,
- niveau d'isolation acoustique de l'enveloppe du bâtiment (murs, menuiseries extérieures, couverture, pénétrations et sorties diverses)
- la correction acoustique des locaux (respect du temps de réverbération réglementaire) devra être assurée par le plafond mis en œuvre, en tenant compte de la nature des parois.

Chaque entreprise devra prendre en compte ces exigences réglementaires pour l'établissement de ses plans d'exécution et le choix des matériels, matériaux, produits et systèmes, et obtenir la validation de l'Acousticien et du Contrôleur Technique.

## C. Pièces à produire

Chaque titulaire, d'un ou de plusieurs lots, devra, dans les délais qui seront fixés à la signature des marchés, fournir les éléments suivants :

À la signature du marché :

indications des temps des différentes tâches pour l'établissement du planning - liste des matériels et moyens mis à disposition pour la réalisation des travaux.

Les Entrepreneurs devront fournir tous les schémas, plans et détails nécessaires à la bonne marche des travaux. Celles-ci comprendront entre autres :

- Plans et Détails d'Exécution
- Méthodologie et procédés spécifiques d'exécution - Plans d'adaptation de chantier
- Plans de réservations
- Plans de calepinage
- Plans de récolements des ouvrages réalisés
- Plans de fabrication, d'assemblages et autres
- Toutes les notes de calculs justificatives
- Plans de synthèse
- Etc...

Ces plans et détails d'exécution, ainsi que toutes les notes de calculs et notes explicatives, seront soumis pendant la période de préparation à l'équipe de Maîtrise d'Œuvre pour VISA et Accord.

Aucune mise à exécution ne peut être engagée sans obtention préalable des Visas et accords ci-dessus. Tous les travaux, tant par leur exécution, que pour la qualité des matériaux employés, devront satisfaire les prescriptions techniques de références pour l'ensemble des marchés.

En cours de chantier :

La fourniture des plans d'atelier, plans de fabrication, plans et détails d'exécution, plans d'implantation des ouvrages et plans de calepinage, tous documents techniques qui pourront lui être demandés par le Maître d'Œuvre ou le Maître d'Ouvrage.

Si l'Entrepreneur omet de soumettre au Maître d'Œuvre les documents visés au présent article, il sera entièrement responsable des conséquences de cette omission qui pourra entraîner le refus de l'ouvrage et entraîner sa démolition à ses frais. Il sera également responsable du retard dans l'exécution des travaux résultant de la remise tardive de ces documents et des corrections et des compléments d'études nécessités par leur mise au point.

Toutes dimensions devront être vérifiées sur place par les Entrepreneurs et les différences constatées avec celles indiquées aux dessins seront soumises à l'appréciation du Maître d'oeuvre avant tout commencement d'exécution.

À la réception :

les éléments définis à l'article ci-après "Dossier des Ouvrages Exécutés"

## D. Dossier des Ouvrages Exécutés

À la fin des travaux, l'Entrepreneur devra remettre un dossier technique complet comprenant 3 exemplaires de l'ensemble des plans d'exécution mis à jour, dont un exemplaire " reproductible " + 1 dossier sur support informatique (avec plans format DWG et PDF associés).

Ces plans retranscriront fidèlement les ouvrages tels qu'ils ont été exécutés (plans des ouvrages exécutés) avec repérage des matériaux mis en œuvre et leurs fiches techniques et de maintenances.

Il devra aussi fournir une Attestation de conformité à toutes les règles d'exécution en vigueur.

## E. Echantillons et prototypes

### Mise en oeuvre des matériaux

Tous les matériels et matériaux utilisés par l'Entreprise doivent impérativement être neufs, de premier choix et qualité et leur mise en oeuvre en tous points conforme aux Règles de l'Art.

Toutes modifications de Normes, réglementation ou recommandation propre à ses ouvrages doivent être signalées par lui sans délai. Le respect des Normes, Réglementations ou autres ne déchargent en aucun cas l'entreprise de ses responsabilités, quant au dimensionnement de ses ouvrages et leur résistance en égard aux performances exigées.

### Echantillons

Pendant la période de préparation, l'entreprise devra soumettre à l'approbation de la Maîtrise d'œuvre, les références et types des matériels qu'elle envisage d'installer et présenter tous les échantillons qui lui seront demandés.

Le maître d'œuvre fixera les dates de production des échantillons, notices techniques et P.V. d'agrément. La taille et le nombre des échantillons seront définis par le Maître d'œuvre

Tous les échantillons, modèles, maquettes demandés pour fixer les choix dans le cadre du CCTP et des plans, devront être soumis à l'agrément de l'Architecte et du Maître de l'Ouvrage avant une date à fixer d'un commun accord et au cours d'un nombre limité de rendez-vous de chantier, de manière à éviter la dispersion des présentations.

Toutes les commandes passées doivent faire référence aux échantillons choisis par le Maître d'Oeuvre.

Le CCTP prévoit pour certains matériels un échantillon de référence et autorise la fourniture de matériels qualifiés d'équivalents. Il est spécifié que l'appréciation de l'équivalence des matériels présentés par l'entreprise, avec ceux de référence, appartient à l'Architecte et au Maître de l'Ouvrage, et qu'en cas de divergence de vues avec l'entrepreneur, en ce qui concerne cette équivalence, celui-ci sera tenu de fournir les matériels de référence.

Les échantillons acceptés par l'Architecte et le Maître de l'Ouvrage seront groupés par panoplies et exposés dans un local spécialement affecté ; ils serviront de point de comparaison avec la fourniture sur le chantier

## F. Contenu des prix

Pour l'établissement de leurs prix, les Entrepreneurs devront considérer les conditions d'exécution des travaux et prendre parfaite connaissance de l'ensemble des pièces constituant le présent dossier.

Les entreprises ne pourront, en aucun cas, arguer la méconnaissance des lieux et conditions particulières d'exécution pour obtenir des travaux supplémentaires.

Les entreprises devront tenir compte – pour l'établissement de leur prix – des remarques et obligations formulées dans le plan général de coordination (P.G.C.) fourni par le Coordonnateur Sécurité Santé.

Toutes les dispositions de sécurité et de protection de chantier seront incluses dans les offres.

Les prix forfaitaires devront comprendre toutes les fournitures, façons et accessoires, nécessaires au parfait achèvement des travaux en conformité avec l'art de bâtir et avec les lois et règlements en vigueur. Les Entrepreneurs ne pourront pas modifier ultérieurement leur prix forfaitaire en invoquant une définition insuffisante des travaux qu'ils sont présumés connaître parfaitement au moment de l'établissement de ce prix.

## G. Connaissance des lieux

Par le fait d'avoir remis leur offre, les entrepreneurs sont réputés :

s'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux ;

avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont

attachées ;  
avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;  
avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations .

Les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser. Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

## **H. Obligations de résultats**

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage. À ce sujet, il est formellement précisé aux entreprises qu'il leur sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tout point aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le maître d'œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état, et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués « non traditionnels » devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'Avis Technique.

## **I. Organisation Sécurité Protection de la Santé**

Les prescriptions du plan général de coordination et de protection de la santé seront prises en compte et respectées.  
Dans le cadre du présent projet, chaque entreprise doit intégrer les incidences découlant de l'application de la loi (élaboration du P.P.S.P.S, réunion S.P.S., etc...)

## **J. Traits de niveau**

Au fur et à mesure de l'avancement de la construction, l'entrepreneur du lot Carrelage devra, à ses frais, porter à l'intérieur sur les murs et cloisons bruts et après l'exécution des enduits, le niveau + 1,00 m fini au-dessus de tous les planchers, et ce, autant de fois qu'il sera nécessaire et à tous les emplacements nécessaires aux autres corps d'état .  
Il est bien spécifié que ces traits de niveau seront à tracer par le lot Carrelage également après exécution des enduits plâtre ou enduits minces exécutés par d'autres corps d'état.

## **K. Assurances**

Les entreprises doivent être obligatoirement qualifiées pour les travaux décrits dans le Cahier des Charges et assurées contre tous les accidents matériels de personnes (tiers, personnel de chantier, incendie, vols, etc...) et recours des tiers ou des Services Publics.

Elles restent seules responsables en cas d'accidents, dégâts matériels ou recours de tiers ou voisins.

## **L. Réunion de chantier**

La présence de tous les Entrepreneurs convoqués aux rendez-vous de chantier étant indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux, l'absence d'un Entrepreneur ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'Entrepreneur défaillant et mention du fait est portée sur le compte rendu de chantier visé ci-après.

L'Entrepreneur est responsable, dans le cas d'inexécution des dispositions du présent article, des dommages en résultant.



**RESTRUCTURATION D'UN PLANCHER INTERMEDIAIRE**

133 Le Grand Chemin

33550 Haux

Les entreprises sont tenues, à chaque rendez-vous de chantier, de prendre connaissance des inscriptions portées sur le compte-rendu de la réunion précédente.

Les inscriptions portées par la Maîtrise d'Oeuvre, valent Ordre pour chaque Entrepreneur intéressé, toute suite devant y être donnée à la diligence du chef de chantier.

Un dossier de chantier complet, comprenant les plans du Maître d'Oeuvre, les plans d'Exécution de tous les corps d'état, ainsi que l'ensemble des pièces écrites, sera constitué et maintenu en permanence et en bon état, sur le chantier.

**M. Dossier témoin**

La prestation comprend la fourniture, dans la salle à usage de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre, le maintien en l'état et les mises à jour d'un dossier complet comprenant :

- un exemplaire des pièces des marchés "tous corps d'état" : pièces écrites et plans
- le planning des travaux et ses mises à jour
- les comptes rendus de chantier
- les comptes rendus du Contrôleur technique, de l'OPC et du SPS
- le cahier journalier des effectifs
- le registre journal de sécurité et protection de la santé
- les plans d'exécution, d'atelier et de chantier au fur et à mesure de leur établissement - le dossier des résultats d'essais
- les plans particuliers de sécurité et protection de la santé
- tous documents administratifs ou techniques liés au chantier

**N. Nettoyage – Gestion des déchets de chantier**

Il est rappelé l'importance du nettoyage et du tri des postes de travail de manière quotidienne après chaque intervention des entreprises.

Aucune zone « sauvage » de stockage temporaire des déchets ne sera tolérée.

En complément aux prescriptions relatives aux nettoyages du chantier, il est précisé que :

- le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et chaque Entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles à ce sujet ;
- les déchets devront toujours être répartis par chaque Entrepreneur, suivant leur nature dans les bennes mises à disposition, au fur et à mesure et au minimum tous les soirs ;
- en fin de travaux, chaque Entrepreneur devra enlever toutes les protections et effectuer tous les nettoyages nécessaires dans tous les locaux touchés par les travaux, de même que dans ceux utilisés pour le passage des ouvriers, les approvisionnements et l'enlèvement des gravois.

En résumé, chaque Entrepreneur devra en fin de chantier, restituer les existants dans le même état de propreté que celui dans lequel il les a trouvés au démarrage du chantier.

Les frais de ces nettoyages resteront à la charge de chaque entreprise.

Le nettoyage général de fin de travaux sera à la charge de l'entreprise du lot Peinture.

En cas de non-respect par un Entrepreneur des obligations découlant des prescriptions concernant les nettoyages, le Maître d'Oeuvre fera exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur, et aux frais de ce dernier.

## O. Gestion du chantier

**Armloires électriques et éclairage de chantier à charge du lot Electricité**, avec implantations de 1 armoires (en nombre conforme à la réglementation en vigueur) avec, outre les prises 220V, une prise 380V, et ce au fur et à mesure de l'avancement du chantier jusqu'à la livraison de l'opération. Compris pose et dépose.

**Alimentation d'eau potable du chantier à charge du lot Plomberie**. le branchement pourra être effectué à partir de l'installatiion déjà en place sur le site si elle existe: un sous-compteur pourra être prévu.

**Echafaudages et échelles "gazelle", de tous lots:**

Il sont à la charge respective de chaque lot suivant les besoins: dans tous les cas ils se devront d'être conformes aux règles du code du travail en vigueur et entretenus tout au long de leur utilisation.

**Nettoyage durant la phase chantier jusqu'à sa livraison:**

les extérieurs sont à la charge de chaque lot

les intérieurs sont à la charge de chaque lot

**Les installations communes sont à la charge au prorata de chaque lot et réparti au compte prorata**

si la maîtrise d'Oeuvre considère une exagération de non nettoyage de l'un ou l'autre lot, elle a toute la latitude pour imputer le ou les lots concernés et porter à leur charge financière à part égale entre lots, le nettoyage jugé nécessaire et commander à une Entreprise extérieure à compter du 3ème rappel par le Maître d'OEuvre.

**Nettoyage de réception de l'opération:**

les extérieurs, y compris pieds de façades sont à la charge du lot Peinture

les intérieurs pour sols, murs, boiseries et menuiseries sont à la charge du lot Peinture

## P. Compte Prorata

Il n'est pas prévu de tenu de Compte-Prorata pour ce projet.

## Q. Autorisations diverses

Les entreprises feront leur affaire personnelle de toutes autorisations nécessaires auprès des administrations et collectivités intéressées (police, voirie, électricité, télécoms, etc...) pour le déplacement ou suppression de tuyauteries, câbles, réseaux ou autres, etc...

Pendant toute la durée des travaux, si elles existent, les alimentations en eau, gaz, électricité, téléphone et évacuation des égouts devront rester assurées.

## R. Approvisionnement des matériaux

Les approvisionnements sur le chantier devront être faits en temps utile afin de ne provoquer aucun retard sur la marche des travaux et permettre aux entreprises intéressées d'effectuer leurs ouvrages préparatoires.

Les produits et matériaux livrés sur le chantier devront porter l'indication de leur provenance ou la marque du fabricant. En outre, il est rappelé à toutes les entreprises qu'elles sont tenues d'assurer un contrôle interne sur les matériaux qui les concernent ainsi que sur leur mise en oeuvre : fournitures, stockages, fabrications, essais, relations avec les autres corps d'état.

L'entreposage, le stockage sera établi suivant les directives du Plan Général de Coordination et de Protection de la Santé.

## S. Note importante

Le présent document, dans sa partie générale, définit les conditions d'exécution des travaux, les spécifications générales et particulières à respecter par les entreprises.

Les performances à obtenir découlent de ces spécifications techniques ainsi que les contraintes particulières qui seront précisées s'il y a lieu dans le chapitre - Clauses Techniques Particulières à chaque lot.

Il est rappelé que le présent C.C.T.P. fait référence aux clauses techniques.

Les Clauses Administratives : Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) ou particulières (CCAP) figurant aux autres documents contractuels, devront être également respectées par les entreprises.

Ceci concerne en particulier les clauses suivantes :

- la qualification des Entreprises (OPQCB - QUALIBAT ou QUALIFELEC) ; les assurances ;
- le compte prorata ;
- les délais, calendriers, période de préparation ;
- la sous-traitance ;
- les modifications dans l'importance et la nature des travaux ;
- la réception des ouvrages ;
- la période de garantie ;
- l'hygiène et la sécurité ;
- etc...